

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 5 septembre 2016

Chancellerie d'Etat

8 2016.RRGR.96 Motion 027-2016 PBD (Luginbühl-Bachmann, Krattigen) De meilleures habitudes de vote pour une démocratie directe vivante

N° de l'intervention: 027-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 26.01.2016
Déposée par: PBD (Luginbühl-Bachmann,
Krattigen) (porte-parole)
Cosignataires: 5
N° d'ACE: 761/2016 du 22 juin 2016
Direction: CHA

De meilleures habitudes de vote pour une démocratie directe vivante

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. de remettre le projet de vote électronique (votations et élections) sur le métier et de le faire avancer rapidement ;
2. d'élaborer et de compléter les bases légales de sorte que lorsqu'ils votent par correspondance sur des objets fédéraux, cantonaux et communaux, les électeurs et électrices n'aient plus à payer le port ;
3. de rendre obligatoire la participation aux votations et élections fédérales, cantonales et communales jusqu'à 65 ans. Quiconque ne remplira pas cette obligation sans excuse plausible devra passer à la caisse. Le canton fixera le montant de l'amende et la répartition de ses revenus (canton – communes).

Développement :

Le taux de participation aux élections et aux votations est horriblement bas : il ne dépasse presque jamais les 50 pour cent. Non seulement ce faible taux de participation fausse les résultats, mais il met en péril le système politique de notre pays.

De jeunes politiques très investis ont fait parler d'eux avant les élections fédérales avec une appli politique destinée à inciter les jeunes aussi à exprimer leur suffrage. Cette application, qui explique les projets soumis au vote et les élections de manière simple, est un premier pas de géant pour intéresser les jeunes à la politique et les mobiliser. Il faut cependant aussi se dépêcher d'étendre le vote électronique à l'ensemble du territoire.

Peu de communes bernoises envoient déjà des enveloppes de vote préaffranchies. Toutes les communes bernoises devraient pouvoir le faire, ce qui pousserait les citoyens et citoyennes à faire usage de leur droit de vote.

Dans le canton de Schaffhouse, les personnes ayant le droit de vote ont l'obligation de participer aux votations et aux élections depuis 1892. Ce principe figure à l'article 23 de la Constitution cantonale ainsi qu'à l'article 9 de la loi sur les élections (*Wahlgesetz*). Et les chiffres parlent d'eux-mêmes : dans le canton de Schaffhouse, entre 2011 et 2015, la participation aux votations fédérales était de 64,3 pour cent en moyenne ; en Suisse, elle ne dépassait pas les 45,6 pour cent. Lors des élections fédérales du 18 octobre 2015 aussi, le canton de Schaffhouse connaissait une participation très nettement supérieure à la moyenne nationale avec 62,6 pour cent, contre 48,5 pour cent. Le système schaffhousois est simple, efficace et bien rôdé. Il pourrait être repris dans le canton de Berne sans aucun problème. A partir de 65 ans, les citoyens et citoyennes ne sont plus soumis à l'obligation de participer aux votations et aux élections. Avant 65 ans, ils peuvent échapper à l'amende en se faisant excuser. Les excuses admises sont les suivantes : service militaire ou de protection civile, obligations professionnelles ou familiales, maladie, maladie grave de proches ou vacances.

Cela doit permettre de revigorer la démocratie directe et d'améliorer les habitudes de vote.

Réponse du Conseil-exécutif

1. *Vote électronique*

Dans une déclaration de planification votée le 31 mars 2009, le Grand Conseil a souhaité que le canton de Berne prenne les mesures nécessaires à l'introduction du vote électronique pour les Suissesses et Suisses de l'étranger originaires du canton de Berne. Il a également réclamé que l'ensemble des électrices et électeurs aient la possibilité d'exercer leur droit de vote par voie électronique, une solution peu coûteuse et sûre devant être recherchée dans la collaboration intercantonale. Enfin, le gouvernement devait examiner la possibilité de faire signer les initiatives et les référendums sur une plate-forme électronique.

Pour introduire le vote électronique, le canton de Berne a choisi de procéder par étape. Tous les Suisses et Suissesses de l'étranger originaires du canton de Berne peuvent voter en ligne pour les votations depuis le 17 juin 2012. Dans une prochaine étape, ils pourront aussi exprimer leur suffrage sur Internet lors des élections.

Le canton de Berne avait prévu à l'origine de franchir cette deuxième étape en 2015. Le projet n'a toutefois pas abouti comme prévu, car la mise en œuvre du nouveau logiciel de détermination des résultats a pris du retard. Le programme utilisé actuellement ne permet pas de traiter les données des élections électroniques. La collaboration avec le fabricant du nouveau logiciel a entretemps été rompue et le canton est à la recherche d'un nouveau fournisseur.

Ces retards ne modifient en rien la stratégie du canton concernant le vote électronique et les orientations prises dans la déclaration de planification d'avril 2009 – mise en place progressive – restent valables. Mais les retards dans la mise en œuvre du logiciel de détermination des résultats décrits ci-dessus ralentissent le processus. On prévoit désormais d'introduire le vote électronique pour les Suisses et Suissesses de l'étranger lors des élections fédérales de 2019.

Après seulement, lorsque les enseignements du vote électronique des Suisses et Suissesses de l'étranger auront été tirés, le vote en ligne sera proposé aux électeurs et électrices domiciliés dans le canton de Berne. Mais les autorités politiques devront d'abord prendre les décisions requises et il faudra encore clarifier certains points de nature technique et organisationnelle.

Le Conseil-exécutif souhaite dès lors s'en tenir à la stratégie d'introduction progressive du vote électronique et planifier minutieusement les prochaines étapes. Faire « avancer rapidement » le projet de vote électronique comme l'exige le chiffre 1 de la motion est toutefois impossible à cause des retards évoqués précédemment. Nous l'avons dit, la Chancellerie d'Etat pourra entreprendre de généraliser le vote électronique aux citoyens et citoyennes domiciliés en Suisse au plus tôt en 2019, si l'essai de vote électronique lors d'élections a été concluant. Le Conseil-exécutif propose dans ces conditions d'adopter la motion sous la forme moins contraignante du postulat.

2. *Gratuité du vote par correspondance*

La motionnaire charge le Conseil-exécutif d'élaborer et de compléter les bases légales de sorte que lorsqu'ils votent par correspondance, les électeurs et électrices n'aient plus à payer le port.

Dans le canton de Berne, les modalités de prise en charge des frais de port pour le vote par correspondance varient d'une commune à l'autre : certaines financent l'affranchissement, d'autres laissent cette dépense à la charge des citoyens et des citoyennes. Les cantons de Zurich, d'Obwald, de Glaris, de Zoug, de Bâle-Ville, de St-Gall, d'Argovie, de Genève et d'Appenzell-Rhodes intérieures pratiquent la gratuité totale du vote par correspondance.

Dans sa réponse à la motion 158-2012¹, le Conseil-exécutif s'était déjà intéressé à la question de la prise en charge, par les communes, de l'affranchissement de l'enveloppe-réponse. Il se permet dès lors de reprendre certains éléments de sa réponse.

L'Association des communes bernoises (ACB) s'était à l'époque clairement opposée à la prise en charge des frais de port par les communes. Elle avançait l'argument que, s'il est vrai que

¹ Motion 158-2012 Wüthrich (PS) / Messerli (UDC) « Uniformisation du vote par correspondance et promotion du vote électronique »

certaines communes choisissent de prendre à leur charge les frais de port, dans d'autres communes, cela n'a pas de sens car les enveloppes de vote par correspondance sont dans la plupart des cas déposées directement dans la boîte aux lettres de l'administration communale.

Suite à un postulat, le Conseil communal de la Ville de Berne avait lui aussi étudié la question de la prise en charge des frais de port et s'y était opposé dans son rapport du 7 décembre 2011. Il signalait notamment que la prise en charge des frais de port ne ferait pas augmenter le taux de participation et coûterait par ailleurs 125 000 francs par an à la Ville de Berne. En mars 2012, le législatif de Thounne avait rejeté un postulat similaire² pour les mêmes raisons.

La prise en charge de l'affranchissement représente une dépense élevée pour les communes, tandis que pour le citoyen ou la citoyenne, elle est négligeable. Quant à celles et ceux qui veulent néanmoins faire l'économie de cette dépense, ils peuvent aller voter aux urnes ou glisser leur enveloppe-réponse dans la boîte aux lettres de l'administration communale.

Pour obliger les communes à assumer le coût d'affranchissement de l'enveloppe-réponse, il faudrait édicter une base légale, qui empièterait sur l'autonomie (financière) communale. Du point de vue du droit matériel, on peut donc se demander si pareille réglementation serait indiquée (art. 109, al. 2 ConstC).

Dans sa réponse à l'interpellation 13.3444³, le Conseil fédéral a relevé que « ni la Confédération ni les cantons n'ont eu connaissance d'études sur le rapport entre la gratuité du vote par correspondance et le taux de participation aux votations. [...] aucune augmentation du taux de participation n'a été observée, ni ne semble probable. Ce constat concorde avec les études ayant démontré que le taux de participation était en premier lieu influencé par la nature des objets soumis à votation et par la couverture médiatique ».

Pour toutes ces raisons, le Conseil-exécutif propose le rejet du chiffre 2.

3. Régime du vote obligatoire

La participation politique doit se répartir sur toute la pyramide des âges, le Conseil-exécutif en est convaincu. Mais il pense que le vote obligatoire n'est pas le bon moyen d'inciter les gens à exercer leur devoir de citoyens. L'exercice du droit de vote ne doit pas être soumis à la contrainte. C'est un droit auquel les citoyens et citoyennes doivent pouvoir renoncer. En outre, qui dit vote obligatoire, ne dit pas nécessairement suffrage valable obligatoire.

Schaffhouse est le seul canton à pratiquer le régime du vote obligatoire. Les abstentionnistes schaffhousois doivent payer une amende de six francs s'ils n'ont pas d'excuse valable. L'argent ainsi encaissé sert à couvrir les frais de port et de traitement des communes.

En rapport avec le traitement d'une motion, la Chancellerie d'Etat schaffhousoise a mené un sondage auprès des communes. L'enquête a montré que près de la moitié d'entre elles jugent le travail administratif induit par le vote obligatoire disproportionné et ce, même si le financement est en partie excédentaire⁴.

Le constituant a renoncé à prévoir le vote obligatoire dans la Constitution bernoise du 6 juin 1993⁵. Si ce régime doit être introduit, il faudra donc modifier la Constitution cantonale. Les modalités de détail (dérogations et sanctions) devraient être définies dans la loi.

Une motion de 1999 avait déjà demandé l'introduction du vote obligatoire dans le canton de Berne, mais le Grand Conseil l'avait rejetée par 145 voix contre 13 et 7 abstentions⁶.

La mise en place du régime du vote obligatoire aurait pour conséquence qu'après chaque scrutin, les communes devraient comparer les cartes de légitimation rentrées et le registre électoral. Elles devraient également contrôler les excuses et adresser une facture aux abstentionnistes n'ayant pas présenté d'excuse valable. Un travail administratif considérable pour les communes !

² Postulat n° P 8/2011 «Postulat betreffend portofreies Wahl- und Abstimmungscouvert bei der brieflichen Stimmabgabe» [Vote par correspondance : exemption des frais de port des enveloppes-réponse] ; groupe des Verts

³ 13.3444 Interpellation Estermann Yvette « Vote par correspondance gratuit dans toute la Suisse »

⁴ Rapport et proposition du Conseil d'Etat du canton de Schaffhouse au Grand Conseil concernant la révision partielle de la loi électorale [Wahlgesetz] ; projet du Conseil d'Etat du 26 novembre 2013

⁵ Kälin/Bolz, Manuel de droit constitutionnel bernois, p. 391

⁶ Motion 016-99 Lauterburg-Gygax (VLL), « Introduction du vote obligatoire »

Le Conseil-exécutif propose dans ces conditions le rejet du chiffre 3.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: adoption sous forme de postulat

Chiffre 2: rejet

Chiffre 3: rejet

Le président. Wir kommen – schneller, als man denkt – zum nächsten Traktandum. Wir führen eine freie Debatte über die Motion der BDP. Ziffer 1 wird als Motion aufrechterhalten. Ziffer 2 wurde in ein Postulat gewandelt und Ziffer 3 wurde zurückgezogen. Ich übergebe Grossrätin Luginbühl das Wort zur Begründung ihrer Motion.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Das Bild ist an jedem Abstimmungswochenende dasselbe: Wenn abends die Stimmbeteiligung bekannt gegeben wird, so gelten über 60 Prozent bereits als Sensation. Bei der Hälfte, also bei 50 Prozent, gilt bereits das Prädikat «sehr gut». Ebenso verhält es sich bei den Wahlen. Auch dort nimmt kaum die Hälfte der Wahlberechtigten Teil. Im Oktober 2015, bei den letzten Nationalrats- und Ständeratswahlen, waren es lediglich 49,06 Prozent. Betrachtet man die verschiedenen Regionen, so liegt auch hier bei einem normalen Abstimmungswochenende die Beteiligung bei 40 Prozent, und das nennen wir dann gut. Dazu ein «Müsterli» aus den Grossratswahlen 2014 im Berner Oberland: 36 Prozent, oder anders gesagt, rund ein Drittel der Berner Oberländer Bevölkerung bestimmte damals, wer das gesamte Oberland im Parlament hier in Bern vertreten soll.

Sicher, mit den erwähnten Stimmbeteiligungen kann man sich zufrieden geben. Aber dass man allgemein eine grössere Stimmbeteiligung wünscht, ist trotzdem unbestritten. Ganz sicher haben auch die Anzahl der Vorlagen und die Komplexität der Abstimmungsthemen Einfluss auf das Stimmverhalten. Als Laie, das höre ich oft, sei man oftmals überfordert mit dem Thema. Und politische Sendungen wie die «Arena», bei welchen sich Gegner und Befürworter gegenseitig Argumente – die nicht zuletzt oft um 180 Grad auseinander liegen – um die Ohren hauen, können zwar manchmal motivieren, zur Abstimmung zu gehen, aber manchmal bewirken sie eben auch das Gegenteil. Die Erhöhung der Anzahl Unterschriften für Initiativen ist ja auch ein Thema, in der Hoffnung, dadurch die Flut der Initiativen etwas einzudämmen. Einen Versuch, nämlich die Auslandschweizer mittels E-Voting zum Abstimmen zu motivieren – und das klappt ja anscheinend auch – haben wir vorhin gerade behandelt. Wir haben nämlich das Kreditgeschäft angenommen und zugestimmt, dass Auslandschweizer per E-Voting abstimmen können.

Ich komme zum ersten Punkt. Was spricht dagegen, diese Möglichkeit auch für die gesamte Bevölkerung des Kantons Bern zu schaffen? Der Regierungsrat möchte diesen Punkt der Motion als Postulat annehmen, mit der Begründung, eine zügige Umsetzung sei nicht möglich, weil jetzt nach dem E-Voting, das mit dem Kredit weitergeführt werden kann, dann auch die E-Election für Auslandschweizer aufgeschaltet werden soll. Wie wir lesen konnten, sollen die nächsten Wahlen 2019 mit E-Election für Auslandschweizer möglich werden. Ich weiss, das ist ein grosses Geschäft. Aber ich denke, man könnte da nun wirklich weitermachen. Und was heisst schon «zügig»? Wir sind überzeugt, dass gerade junge Stimmbürger- und WählerInnen mit der Möglichkeit des elektronischen Wählens und Stimmens animiert und motiviert werden könnten. Wer von uns hätte vor zehn Jahren geglaubt, dass wir via Internet und Handy Bahntickets kaufen, Bankzahlungen erledigen usw.? Die BDP ist überzeugt, dass der Kanton Bern als moderner Kanton hier einen Schritt tun sollte. Er soll wirklich in diese Richtung weitergehen, selbst wenn es nun zu einer kleinen Verzögerung kommt. Aber die Absichtserklärung sollte klar sein. Deshalb halten wir im Moment in Ziffer 1 noch an der Motion fest.

Zu Ziffer 2, die ins Postulat gewandelt wurde. Das portofreie briefliche Abstimmen und Wählen ist in verschiedenen Kantonen gang und gäbe. Im Kanton Bern variiert die Handhabung der brieflichen Stimmabgabe von Gemeinde zu Gemeinde. Eine einheitliche Lösung liegt aktuell nicht vor. Es ist

auch richtig, wie der Regierungsrat schreibt, dass die Kosten für jeden einzelnen Stimmbürger moderat sind, während sie für Gemeinden je nach Grösse sicher einen Posten in der Rechnung darstellen würden, der grösser oder kleiner ausfiele. Der Regierungsrat beschreibt in seiner Antwort auch ausführlich, welche Schritte diesbezüglich bereits unternommen wurden. Aber wirklich nirgendwo steht, ob seitens des Kantons auch bereits mit der Post verhandelt wurde. Mit dem ganzen Mailverkehr verliert die Post je länger je mehr auch Briefpost, die verschickt werden muss. Die Zahlen der Verluste kenne ich nicht à fond. Aber es ist bekannt, dass die Stückzahlen der Briefpost gesunken sind. Gerne möchte die BDP diesen zweiten Punkt in ein Postulat wandeln, damit man Abklärungen treffen kann, welche Angebote die Post für den Versand der Wahl- und Stimmunterlagen machen könnte. Von Seiten der Post werden wir in unserem Betrieb immer wieder mit Angeboten für Versände von Flyern, Serienbriefen, Weihnachtskarten usw. in grösseren Mengen angeschrieben. Also hat die Post ein Interesse daran, Versände in grösseren Auflagen zu machen. Warum also nicht auch ein Angebot für den Kanton Bern? Ich denke, man könnte dies im Kanton Bern, wie auch in anderen Kantonen, sogar als Marketing für einen modernen Kanton nutzen. Ich danke für Ihre Unterstützung.

Philippe Messerli-Weber, Nidau (PEV). Die BDP will mit dieser Motion die direkte Demokratie beleben und möglichst auch junge Leute zum Stimmen und Wählen bewegen. Aus Sicht der EVP ist die insgesamt eher tiefe Stimmbeteiligung bei Abstimmungen und Wahlen zwar bedauerlich. Anders als die BDP sehen wir aber in diesem Umstand noch keine Gefährdung unseres politischen Systems. Zu den beiden noch verbleibenden Massnahmen, welche die BDP in ihrem Vorstoss vorschlägt, gibt es Folgendes zu sagen. Zu Punkt 1: Die EVP lehnt es ab, dass die flächendeckende Einführung von E-Voting und E-Election «zügig» vorangetrieben wird. Weshalb dies? Wir wollen in diesem heiklen und sensiblen Bereich keine Schnellschüsse. Eine sorgfältige und schrittweise Weiterführung von E-Voting und E-Election, wie sie die Regierung vorgesehen und angedacht hat, ist der richtige, bessere und vor allem auch erfolgversprechendere Weg.

Bevor eine flächendeckende Einführung von E-Voting realisiert werden kann, müssen aus Sicht der EVP vor allem noch drei wichtige Punkte geklärt werden. Erstens müssen die Sicherheit des Verfahrens und die Anonymität der Stimmabgabe im Internet zu 100 Prozent gewährleistet sein. Das Vertrauen in das System ist dabei unverzichtbar für die Akzeptanz und auch die Legitimität von E-Voting. Gerade das Genfer E-Voting-System, an welches der Kanton Bern angeschlossen ist, war in der Vergangenheit nicht immer über jeden Zweifel erhaben. 2013 hat ein junger Hacker die Manipulationsanfälligkeit dieses Systems aufgezeigt. Es gelang ihm, eine Schwachstelle im System auszunutzen um Malware auf die PCs der Stimmbürgerinnen und Stimmbürger einzuschleusen und so deren Stimmabgabe zu manipulieren. Laut Aussage der Betreiber wurden diese Mängel zwar inzwischen behoben. Dies führt uns aber vor Augen, wie verletzlich und fehleranfällig solche Systeme sein können. Es ist deshalb sinnvoll, die Zuverlässigkeit des aktuellen Systems bei weiteren Entwicklungsschritten wie E-Election zuerst bei kleineren Einheiten – im Fall vom Kanton Bern zuerst bei den Auslandsschweizerinnen und -schweizern – einer Prüfung zu unterziehen, bevor man die nächste Phase in Angriff nehmen kann.

Zweitens ist noch völlig offen und unklar, wie hoch die Kosten bei einer Ausweitung von E-Voting bzw. E-Election ausfallen werden, und wie auch kommunale Urnengänge in diesen Prozess integriert werden können. Nimmt man den Kredit für das E-Voting der Auslandsschweizerinnen und -schweizer für das Jahr 2017 als Referenz, so belaufen sich die Kosten pro Abstimmung und Person auf 5,80 Franken. Das ist ein relativ hoher Betrag, der auf alle kantonalen Stimmbürgerinnen und Stimmbürger hochgerechnet Kosten von rund 4 Mio. Franken pro Urnengang generieren würde. Für weitere Entwicklungsschritte wie die Einführung von E-Election werden die Kosten tendenziell noch steigen. Drittens müsste nach Meinung der EVP vor der Einführung von E-Voting für alle Stimmberechtigten unbedingt auch das Volk seinen Segen dazu gehen und den Grundsatzentscheid fällen können, ob man E-Voting überhaupt einführen will. Die EVP würde deshalb diesen Punkt betreffend E-Voting nur in Form eines Postulats annehmen. (*Le président agite sa cloche.*)

Zur zweiten Forderung der Motion, einer kostenlosen Stimmabgabe für die Stimmberechtigten. Wir glauben nicht, dass mit der Übernahme der Portokosten durch die Gemeinden die Stimmbeteiligung spürbar gesteigert werden könnte. Beim Porto handelt es sich um einen Kleinbetrag, der für die einzelnen Stimmbürgerinnen und Stimmbürger nicht ins Gewicht fällt und deshalb kaum ein ernsthaftes Hindernis für eine Stimmabgabe darstellen sollte. Auf der andern Seite könnte aber die Übernahme der Portokosten für Gemeinden einen rechten Posten ausmachen. In der Gemeinde, in

der ich wohne, in Nidau, ist es heute so, dass die überwiegende Mehrheit derjenigen, die brieflich abstimmen, das Stimmcouvert in den Briefkasten der Gemeinde einwerfen. Wir sind daher der Meinung, es bestehe nicht in jeder Gemeinde derselbe Handlungsbedarf für die Übernahme der Portokosten. Deshalb sollte man diesen Entscheid den Gemeinden überlassen und hier nicht in die Gemeindeautonomie eingreifen. Die EVP-Fraktion lehnt diese Forderung deshalb auch in Form eines Postulats einstimmig ab.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Philipp hat nun ja schon sehr ausführlich alles dargestellt. Punkt 1 ist für uns ein wenig schwierig. Wir haben hier ein wenig einen «Offene-Tür-Vorstoss», denn wir wissen, dass die Regierung dies prüft und plant, und auch die Verwaltung sich damit befasst. Aber bei jedem Vorstoss gilt es es ja auch eine Frist einzuhalten, bis wann er umgesetzt sein muss. Und darin liegt, wie ich glaube, die grosse Krux bei der ganzen Sache. Ich darf diejenigen, welche an der letzten Sitzung der SAK teilgenommen haben, daran erinnern: Dort hat Christoph Auer uns den Kredit, über den wir vorhin abgestimmt haben, vorgestellt. Er erklärte uns dabei, dass man gewisses einstellen musste und nun neue Anbieter sucht. Und er sagte, er werde sich deshalb hinsichtlich des Termins ganz bestimmt nicht festlegen können. Das ist wahrscheinlich wirklich schwierig. Denn die Anbieter können sehr viel versprechen, aber wir wissen – das ist so ein wenig ein IT-Problem –, wenn es dann um die Details geht, funktioniert es dann plötzlich doch nicht so, wie man möchte. Deshalb bringt diese Motion wahrscheinlich auch gar nichts. Als Postulat hätten wir diesen Punkt gutheissen können. Aber bei einer Motion würden wir jetzt bereits festlegen, dass wir wahrscheinlich in drei Jahren die Umsetzungsfrist verlängern müssten. Und in fünf Jahren müssten wir den Vorstoss dann abschreiben, weil die Zeit bis dahin eben immer noch nicht ausreichen könnte. Das möchten wir nicht tun.

Beim zweiten Punkt, dem Porto, gehen wir davon aus, dass diese Forderung – wie man in anderen Kantonen auch bereits festgestellt hat – keine Erhöhung der Stimm- oder Wahlbeteiligung zur Folge hätte. Natürlich übernimmt die Post sehr gerne einen Massenversand. Aber das Problem ist hierbei, dass man schlicht nicht sagen kann, wie gross dieser ausfällt. Bei manchen Gemeinden wären es vielleicht ein paar Wenige, die ihre Unterlagen per Post schicken und sie nicht selber bei der Gemeinde in den Briefkasten werfen. Aber man kann nicht im Voraus wissen, welches das Volumen sein wird. Das wäre etwa so, als wollte jemand von Ihnen eine Offerte für ein Haus erhalten, könnte aber im Voraus nicht sagen, wie gross das Haus wird, wie die Küche aussieht usw. So könnten Sie keine Offerte machen. Und dasselbe kann die Post wahrscheinlich auch nicht. Sie kann nicht beispielsweise nur 10 Rappen verlangen, und dann nutzen nur ganz wenige diesen Versand. So würde die Post ein Verlustgeschäft machen. Deshalb wird wohl auch das schwierig, und wir empfehlen auch hier, selbst ein Postulat abzulehnen.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Auch die EDU-Fraktion kann sich den grundsätzlichen Ausführungen der BDP-Sprecherin anschliessen: Eine tiefe Stimmbeteiligung ist störend und eigentlich schade. Aber einen Weg zu finden, wie man das Ziel einer höheren Stimmbeteiligung erreichen könnte, das ist aus unserer Sicht nicht so einfach. Es gibt nämlich viele Gründe, weshalb Leute nicht abstimmen gehen. Vielleicht ist man ja einfach zufrieden. Es geht uns vielleicht zu gut, es brennt uns zu wenig unter den Nägeln, und so schätzen wir dieses Privileg zu wenig.

Wir haben uns beim Kredit für das E-Voting für Auslandschweizer nicht geäussert. Wir haben diesem zwar zugestimmt, aber diese Sache ist doch ganz schön teuer. Sie ist praktisch, aber teuer und technisch anspruchsvoll. Wir sind der Meinung, man sollte hier keinen Schnellschuss machen. Wenn dies eingeführt würde, soll das wirklich fundiert geschehen, und wir möchten kein finanzielles Risiko eingehen. Deshalb werden wir Ziffer 1 höchstens als Postulat annehmen.

Zu Ziffer 2. Auch wir glauben nicht, dass man damit, ob 85 Rappen bezahlt oder nicht bezahlt werden müssen, jemanden mehr oder weniger an die Urne bringen kann. Zudem kann man beim schriftlichen Abstimmen die Unterlagen auch selber bei der Gemeinde abgeben. Wahrscheinlich hat jeder einmal Zeit, kurz bei der Gemeinde oder einer Abgabestelle vorbeizugehen. Wir halten dies nicht für ein taugliches Instrument und werden Ziffer 2 ablehnen.

Dave von Kaenel, Villeret (PLR). Comme déjà discuté lors du crédit approuvé précédemment pour le vote électronique des Suisses de l'étranger, le processus, quoique en retard, suit son cours. Et lorsque celui-ci sera validé et fonctionnel, il sera alors facile d'effectuer la transition au niveau cantonal. C'est pourquoi le groupe radical recommande d'adopter ce point sous forme de postulat. Concernant le vote par correspondance, ou plutôt le vote anticipé devrait-on dire, car dans une

majorité de cas, les citoyens viennent déposer directement leur enveloppe au bureau communal, le PLR trouve surprenant que le PBD revienne sur ce type de proposition déjà refusée dans ce cénacle. Pourquoi ne pas user de votre influence au niveau communal directement par vos élus pour petit à petit faire entrer ce système où l'affranchissement est payé par les communes? Au vu de ce qui précède, le groupe PLR va aussi refuser le point 2.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Die vorliegende Motion nimmt ein wichtiges Anliegen auf. Die Demokratie soll belebt und das Abstimmungs- und Wahlverhalten verbessert werden. Wir leben in einer Demokratie und haben gefestigte Abläufe und Strukturen. Wir haben uns aber leider zunehmend mit einem Desinteresse und einer politischen Abstinenz auseinander zu setzen. Die vorliegende Motion legt nun unterschiedliche Vorschläge dar, wie man das Abstimmungsverhalten verbessern könnte. Ich bin froh, ist Punkt 3 zurückgezogen worden. Mit diesem Punkt konnten wir uns gar nicht einverstanden erklären.

Punkt 1 befasst sich mit dem Projekt elektronische Wahlen und Abstimmungen. Wir teilen die Meinung, es entspreche der Zeit und dem Verhalten der Gesellschaft, dass auch elektronisch gewählt und abgestimmt werden kann. Wir sind auch klar der Meinung, es sei an der Zeit, dieses Projekt jetzt eben zügig voranzutreiben. Die Möglichkeit, elektronisch zu wählen und abzustimmen soll aber nicht nur für Auslandschweizerinnen und -schweizer eingeführt werden. Nein, es muss baldmöglichst für alle im Kanton Bern wohnhaften Stimmbürgerinnen und -bürger möglich sein. Vor allem auch Menschen mit Behinderungen warten schon lange auf diese Möglichkeit. Gerade Menschen mit einer Sehbehinderung sind zwingend auf die Möglichkeit eines E-Voting angewiesen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion stimmt Punkt 1 als Motion zu.

Punkt 2, die portofreie Stimmabgabe, haben wir in der Fraktion kontrovers diskutiert. Für einen Teil der Fraktion gehört die Übernahme des Portos selbstverständlich zum Service einer Gemeinde. Viele Firmen arbeiten ja auch mit pauschalfrankierten Rückantwortkuverts. Warum soll das für eine Gemeinde nicht auch möglich sein? Ein anderer Teil der Fraktion ist aber der Meinung, die Übernahme dieses Portos würde für die Gemeinden zu allzu hohen Kosten führen. Wie wir bereits in vorangegangenen Voten gehört haben, wird auch bezweifelt, dass man mit der Übernahme des Briefportos tatsächlich mehr Personen zum Abstimmen und Wählen motivieren kann. Grundsätzlich sind wir der Meinung, das Interesse an der Politik müsse geweckt und auch gestärkt werden. Dies muss bereits in der Schule mit einer Investition in die politische Bildung anfangen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist in Punkt 2 wie gesagt geteilter Meinung. Ein Teil wird ihn annehmen, ein grösserer Teil wird ihn jedoch ablehnen.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). Auch die SVP-Fraktion hat keine Freude, wenn eine tiefe Wahl- oder Stimmbeteiligung herrscht. Wir glauben aber, die hier angeführten Forderungen seien zwar gut gemeint, aber entweder unnötig oder untauglich. Das Projekt E-Voting oder E-Election läuft, das haben wir vorhin gehört. Wir haben uns in der Sache auch vom Staatsschreiber informieren lassen. Das Projekt ist nicht ganz einfach. Die Fragen, die sich hier stellen, sind auch demokratiepolitisch nicht ganz einfach. Auch stellen sich finanzielle und Sicherheitsfragen. Es wäre aus unserer Sicht verfehlt, wenn man hier nun einfach zügig vorangehen würde, ohne dass die Konsequenzen überschaubar wären. Eine Mehrheit unserer Fraktion würde allerdings einem Postulat zustimmen. Falls der Punkt gewandelt und überwiesen würde, würden wir aber beantragen, dass das Postulat gleichzeitig abgeschrieben wird. Eine Motion lehnen wir in Punkt 1 ab.

Was die Portofreiheit anbelangt in Ziffer 2: Ein Zusammenhang zwischen den Portokosten – es handelt sich um 85 Rappen – und der Stimmbeteiligung, ist nicht erwiesen. Wir wissen nicht, ob ein solcher besteht. Persönlich bin ich der Auffassung, es könne nicht daran liegen, wenn jemand nicht abstimmen geht. Ich erinnere auch daran, dass man in den meisten Gemeinden die Stimmunterlagen gratis bei der Gemeinde abgeben kann. Das ist beispielsweise in unserer Gemeinde, die eine Stadt ist, auch so. Bei uns hat denn auch das Parlament einen entsprechenden Vorstoss abgelehnt. Ich bin der Auffassung, dass man hier auch ein Postulat ablehnen müsste. Denn wenn schon, müsste es den Gemeinden überlassen bleiben, ob sie diese Forderung erfüllen wollen oder nicht. Zusammengefasst: In Ziffer 1 stimmt eine Mehrheit der Fraktion einem Postulat zu und beantragt Abschreibung, und Ziffer 2 lehnen wir ab.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Es wurde nun schon viel gesagt. Auch die Grünen sind der Meinung, die Stimmbeteiligung lasse sich wohl kaum über das Porto verbessern. Wir müssen gute Vorlagen bringen, wir brauchen eine gute Politikbildung, wir müssen Freude haben an der

Politik und auch die Fairness in der Politik fördern, dann wird sie vielleicht wieder attraktiver. Nichts desto trotz ist das E-Voting auch für uns ein wichtiger Teil hinsichtlich des Abstimmungsverhaltens. Ich glaube, es entspricht dem heutigen Zeitgeist und den heutigen Möglichkeiten. Das ist sicher etwas, was zu einer höheren Stimmbeteiligung führen würde. Wir sehen, dass bei den Auslandschweizern ja bereits über 50 Prozent der Abstimmenden dies mittels E-Voting bewerkstelligen. Das ist also sicher eine gute Sache. Aber gut Ding will Weile haben. Safety first (*L'orateur s'embrouille. Hilarité.*) – Sie sehen, wie schnell Fehler passieren. – Safety first ist sicher das oberste Gebot. In diesem Bereich darf man nicht auf die Geschwindigkeit setzen um möglichst schnell etwas zu haben. Wir sind vielmehr der Meinung, dass man etwas möglichst sicheres haben muss. Wie bereits gesagt wurde, haben wir in der SAK Informationen darüber erhalten, wie das ganze Projekt aufgegleist ist. Man sieht dort noch verschiedenste Fragen und Schwierigkeiten, die ausgeräumt werden müssen. Nicht zuletzt wird es dabei sicher auch um die Kosten gehen. Deshalb sind wir grundsätzlich natürlich dafür, dieses Projekt fortzuführen. Wir können es daher in Form eines Postulats unterstützen, in Form einer Motion würden wir es jedoch ablehnen.

Zum zweiten Punkt, der Übernahme der Portokosten, wurde auch schon viel gesagt. Das wäre nice to have, aber ich glaube, es können sicher viele auch den Spaziergang machen und ihre Unterlagen sogar noch am Wahl- oder Abstimmungssonntag selber an der Urne gratis einwerfen. Auch wären die Kosten dafür nicht ganz unerheblich, sodass dies nicht für alle Gemeinden sinnvoll wäre. Das müsste man zumindest den Gemeinden überlassen können. Ich denke, E-Voting müssen wir im Grundsatz vorantreiben, aber mit safety first. Der zweite Punkt dagegen wäre nice to have. Wir werden teilweise in beiden Punkten einem Postulat zustimmen, aber den zweiten wahrscheinlich grossmehrheitlich ablehnen.

Hans-Rudolf Saxer, Gümligen (PLR). Ich äussere mich zur zu Punkt 2, der Frage, ob man die Portokosten übernehmen sollte oder nicht. Dort stellt sich ja die Frage, ob das wirklich etwas bringt, um die Stimmbeteiligung zu erhöhen. Ich kann Ihnen dazu von entsprechenden Erfahrungen berichten. Wir haben das in der Gemeinde Muri als Pilotprojekt drei Jahre lang gemacht. Zuvor hatte man jahrzehntelang das Porto nicht übernommen. Dann beschloss das Parlament, man wolle dies einmal ausprobieren. Wir haben das dann während drei Jahren gemacht. Dies hat für die Gemeinde Muri pro Jahr Kosten von gut 10 000 Franken verursacht. Leider musste man dabei feststellen, dass sich die Stimmbeteiligung überhaupt nicht veränderte. Man hat also keine signifikanten Veränderungen festgestellt. Das einzige, was sich geändert hat, war, dass mehr schriftliche Stimmabgaben per Post hereinkamen, als über den Briefkasten der Gemeindeverwaltung. Gestützt auf diesen Praxistest beantragt Ihnen die FDP-Fraktion daher, Ziffer 2 auch als Postulat abzulehnen.

Christoph Auer, chancelier. Ich stelle fest, dass es heute Nachmittag doch noch eine kleine E-Voting-Diskussion gibt, nachdem Sie das entsprechende Kreditgeschäft beinahe einstimmig überwiesen haben. Ich nehme gerne zur Kenntnis, dass im Grossen Rat die Stossrichtung, E-Voting weiterzuverfolgen und nun nicht abzubrechen, unterstützt wird. Dies ist auch die Auffassung des Regierungsrats. Wir haben uns deshalb überlegt, ob man Ziffer eins sogar als Motion annehmen und abschreiben könnte. Aber bei dieser Ziffer geht es ja vor allem um das Tempo des Vorgehens. Der Grundsatz, dass man E-Voting nun nicht abbricht, sondern weiterführt, ist unbestritten. Dazu besteht durch die seinerzeit beschlossenen Planungserklärungen auch ein Auftrag. Aber der Regierungsrat beantragt Annahme als Postulat, weil wir dies eben nicht so zügig machen können, wie es die Motionärin gern möchte. Dies auch deshalb, weil wir es nicht alleine in der Hand haben. Da spielen ganz viele Sachen mit hinein: es braucht die Zustimmung des Bundes; es muss mit dem Genfer System kompatibel sein, das weiterentwickelt wird; es muss mit unserem Resultatermittlungssystem kompatibel sein. Wie einige Sprecher bereits sagten, braucht dies relativ viel Zeit, und deshalb beantragt der Regierungsrat die Überweisung in Form eines Postulats. Diesen Antrag des Regierungsrats kann ich jetzt natürlich nicht abändern. Aber ich nehme zur Kenntnis, dass die SVP beantragt, das Postulat sei gleichzeitig abzuschreiben, und das wäre aus Sicht des Regierungsrats sicher auch ein gangbarer Weg. Denn wie gesagt sind wir dabei, dies zu tun. Wir erfüllen diesen Auftrag, nur weiss die Regierung nicht, was in zwei Jahren sein wird, ob beispielsweise wieder ein neuer Kredit nötig sein wird. Deshalb haben wir es nicht gewagt, gleich die Abschreibung zu beantragen. Doch was Grossrat Lanz hier vorgeschlagen hat, wäre sicherlich auch ein gangbarer Weg.

Zum zweiten Punkt, den Portokosten, die nun noch als Postulat zur Diskussion stehen. Die

Regierung beantragt, diesen Punkt auch in Postulatform abzuweisen. Wie gesagt wurde, würden diese Portokosten zulasten der Gemeinden gehen, die unterschiedlich aufgestellt sind. Wir stellen derzeit in der Staatskanzlei eher ein wenig die Gegenteilstendenz fest: In den Gemeinden, die sich teilweise in auch schwieriger Finanzlage befinden, geht man dazu über, die Portokosten den StimmbürgerInnen zu überwälzen. Das ist beispielsweise in Köniz so, der Gemeinde, in der ich abstimme. Bis vor kurzem hat dies noch die Gemeinde übernommen. Neu müssen es die StimmbürgerInnen selber bezahlen, weil eben auch die Gemeinden sehen müssen, wo sie nun noch sparen können.

Die Überweisung als Postulat wird von der Motionärin mit dem Gedanken beantragt, man könnte prüfen, ob man die Kosten senken könnte, wenn das Gemeinwesen diese übernehmen müsste. Das ist etwas, das man sicher prüfen könnte. Allerdings wären es ja dann die Gemeinden, die diese Kosten übernehmen müssten. Letztlich müsste demnach jede Gemeinde mit der Post aushandeln, ob sie dies billiger anbieten könnte. Das sage ich deshalb, weil für den Versand des Stimmmaterials mit der Post schweizweit eine solche Abmachung, ein Modul, besteht. Nach diesem Modul kostet der Versand des Stimmmaterials nur 53 Rappen, statt des normalen Tarifs. Doch dieser spezielle Tarif gilt eben für die gesamte Schweiz, und ich kann mir im Moment nur schwer vorstellen, dass die Post mit einzelnen Gemeinden oder Kantonen für das Rückantwortcouvert, für welches jetzt der Normaltarif gilt, Sonderlösungen aushandeln würde. Geprüft haben wir das aber nicht, das muss ich einräumen. Trotzdem beantragt die Regierung aus den genannten Gründen, diesen Punkt auch als Postulat abzulehnen. Wir haben auch keine Anhaltspunkte dafür, dass dadurch die Stimmbeteiligung steigen könnte. Aus bisherigen Erfahrungen mit vorangegangenen Vorstössen gehen wir zudem davon aus, dass sich die Gemeinden, würde man sie aufgrund der entsprechenden Gesetzesanpassung konsultieren, vehement dagegen wehren würden, wenn der Kanton ihnen vorschriebe, dass sie diese Kosten in jedem Fall tragen müssen. Deshalb beantragt Ihnen die Regierung, das Postulat abzulehnen.

Le président. Die Motionärin wünscht nochmals das Wort.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Ich danke herzlich für ihr Mitmachen und die Voten, die wir gehört haben. Ich bleibe sicher an diesem Thema dran. Ein Fazit kann ich ziehen: Aus der Diskussion entnehme ich, dass das Ziel, die Stimmbeteiligung zu erhöhen, für alle gegeben ist. Einzig hinsichtlich des Wegs zu diesem Ziel hapert es noch mit der Einigkeit. Ich versuche den Schaden möglichst gering zu halten und wandle auch Ziffer 1 in ein Postulat. Die Abschreibung werde ich natürlich bestreiten, weil ich das Gefühl habe, das sei tatsächlich noch nicht ganz vom Tisch. Besten Dank für Ihre Voten.

Le président. Sie haben es gehört, auch Ziffer 1 wurde in ein Postulat gewandelt. In Ziffer 1 wurde zudem von der SVP-Fraktion Abschreibung beantragt. Damit kommen wir zur Abstimmung. Wer Ziffer 1 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui	109
Non	16
Abstentions	3

Le président. Sie haben Ziffer 1 als Postulat angenommen. Wer diese Ziffer abschreiben will, stimmt ja, das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui	76
Non	49

Abstentions 1

Le président. Sie haben Ziffer 1 als Postulat abgeschrieben. Wer Ziffer 2 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 17

Non 108

Abstentions 2

Le président. Der Rat hat Ziffer 2 als Postulat abgelehnt. Damit sind wir mit den Beratungen der Geschäfte der Staatskanzlei am Ende angelangt. Ich wünsche dem Staatsschreiber Christoph Auer einen schönen Nachmittag und danke für sein Kommen. Damit kommen wir zu den Geschäften der Finanzdirektion. Wir warten kurz, bis Frau Regierungspräsidentin Simon anwesend ist.